

[Text]

is held this fall or sometime during next year, four or five years hence another election would become due and should be announced within 30 days prior to expiration of the current term. This, in effect, would serve several useful functions. It would not allow the government in power to use election dates best suited for their own convenience or perhaps more suitable timetable. It would force them to conduct the country's business, regardless of economic conditions. If the government should be defeated in the House of Commons during its term of office, the opposition party and/or parties should then form the government for the remainder of the term without holding elections, hence, raising the taxpayers hard-earned money. This could be done, even if the opposition party and/or parties had to form a coalition government for the remainder of the term. The same would be applicable or could be applied to the terms of office of our elected M.P.s. It would also encourage a free vote in the House of Commons, regardless of party caucus decisions, since our elected M.P.s would not have to be afraid that they would have to go back to the people to obtain another mandate should the government change hands during any given term. The free vote would also eliminate some of the party Whip's power, the dictatorial attitude of the P.M. and his topnotch party advisors and personnel, and would allow the elected M.P.s to express the wishes and desires of the constituency.

7. We have established immediately the legality of the Official Languages Act as passed in the House of Commons during 1969 in the Supreme Court of Canada, and direct funds, presently allocated for the implementation of bilingualism and biculturalism, to ease the unemployment problem and to improve the position of the western farmers and the western Canadian people.

We have several reasons for this. See enclosed paper. Why English as our official language? Bilingualism and biculturalism in not going to give the people anything to fill their needs, that is, to fill their stomachs. We feel that the government should have held a plebiscite on this subject. As a matter of fact, this can still be done at the next federal election. The law, this law, the Official Languages Act, will change the whole structure and character of our Canadian society and it is the federal government's responsibility to inform the Canadian people publicly and to obtain a mandate from the people prior to the implementation of the Official Languages Act.

We believe once the federal government has obtained the opinions from the people on this subject they should act accordingly, even if it proves them wrong. The government should scrap any and/or all recommendations made by the B and B Commission, especially since the same Commission has never completed its task. Imagine spending close to \$15 million just to find out that they speak French in Quebec and English in the rest of Canada! What a farce!

[Interpretation]

canadien. Supposant qu'une élection aura lieu cet automne ou quelque part l'année suivante, d'ici quatre ou cinq ans une autre élection sera obligatoire et devra être annoncée 30 jours avant l'expiration du mandat. En réalité, ceci serait utile de plusieurs façons. Cela ne permettrait pas au gouvernement au pouvoir d'utiliser des dates d'élection qui leur conviennent le mieux ou bien qui conviennent le mieux à leur horaire. Ceci les forcerait de mener les affaires du pays sans se soucier des conditions économiques. Si le gouvernement subit une défaite à la Chambre des communes durant son mandat, le parti de l'opposition ainsi que les autres partis, selon le cas, devraient alors former le gouvernement pour le reste du mandat sans qu'il y ait des élections, et ceci éviterait que l'on dépense l'argent des contribuables. Ceci pourrait avoir lieu, même si le parti ou les partis de l'opposition, selon le cas, sont appelés à former un gouvernement de coalition pour le reste de la période du mandat. Ceci pourrait aussi s'appliquer au mandat de nos députés élus. Ceci encouragerait aussi le vote libre à la Chambre des communes sans se soucier des décisions prises au caucus du parti, puisque nos députés élus n'auraient pas à avoir peur qu'ils devraient se faire réélire afin d'obtenir un autre mandat advenant le cas où le gouvernement change de main durant toute période de mandat. Le vote libre éliminerait aussi une partie du pouvoir du whip du parti, ainsi que l'attitude dictatoriale du premier ministre et de ses principaux conseillers et fonctionnaires dans le parti, et cela permettrait aux députés élus d'exprimer les aspirations et les désirs de leurs commettants.

7. Nous avons établi immédiatement la légalité de la Loi sur les langues officielles telles qu'adoptées par la Chambre des communes en 1969 à la Cour suprême du Canada et nous acheminons des fonds, qui sont assignés à l'heure actuelle pour la mise en vigueur du bilinguisme et du biculturalisme, vers le secteur du chômage afin d'alléger ce problème et d'améliorer la position des cultivateurs de l'ouest ainsi que du peuple de l'ouest du Canada.

Il y a plusieurs raisons pour cela. Veuillez consulter le document ci-inclus. Pourquoi l'anglais serait-il une langue officielle? Le bilinguisme et le biculturalisme ne donnera rien au peuple qui puisse satisfaire leurs besoins c'est-à-dire remplir leur estomac. Nous sommes d'avis que le gouvernement aurait dû tenir un plébiscite sur ce sujet. En fait, cela pourrait encore avoir lieu aux prochaines élections générales. La Loi sur les langues officielles va changer toute la structure et le caractère de notre société canadienne et c'est la responsabilité du gouvernement fédéral de renseigner publiquement le peuple canadien et d'obtenir un mandat du peuple avant la mise en vigueur de cette Loi.

Nous sommes d'avis que lorsque le gouvernement fédéral a obtenu les points de vue du peuple sur ce sujet, qu'il devrait agir en conséquence même si cela devait prouver qu'ils ont tort. Le gouvernement devrait éliminer toutes les recommandations faites par la Commission sur le biculturalisme et le bilinguisme étant donné, que cette Commission n'a jamais complété sa tâche. Imaginez-vous qu'on a dépensé 15 millions de dollars tout simplement pour établir que le français se parle au Québec et qu'on parle anglais dans le reste du Canada! Quelle farce!